

Le gouvernement polonais et ses rapports avec l'Union soviétique pendant la seconde guerre mondiale

In: Revue d'études comparatives Est-Ouest. Volume 18, 1987, N°4. pp. 113-134.

Citer ce document / Cite this document :

Wyrwa Tadeusz. Le gouvernement polonais et ses rapports avec l'Union soviétique pendant la seconde guerre mondiale. In: Revue d'études comparatives Est-Ouest. Volume 18, 1987, N°4. pp. 113-134.

doi : 10.3406/receo.1987.1334

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/receo_0338-0599_1987_num_18_4_1334

Résumé

Les difficultés caractérisant, aussi bien dans le passé qu'à présent, les rapports de la Pologne avec l'U.R.S.S. ne sont pas seulement d'ordre politique mais découlent, avant tout, du contexte historique et culturel différent dans lequel se développa chacun de ces deux pays. L'article comprend d'abord un aperçu de ces rapports avant la seconde guerre mondiale, ensuite les répercussions du pacte germano-soviétique de 1939, et enfin, la conséquence qui en résulta, à savoir l'occupation de la Pologne et le transfert du gouvernement polonais à l'étranger.

Après un bref exposé de ces problèmes, l'auteur entre dans le vif du sujet en présentant l'accord polono-soviétique, appelé « l'accord Sikorski-Maisky » de juillet 1941, conclu sous les auspices britanniques et permettant la formation d'une armée polonaise qui sera confiée au général Anders. La découverte, en avril 1943, du massacre de Katyn perpétré par les Soviétiques, constitua un tournant dans les relations avec le gouvernement polonais, relations qui furent alors rompues par Moscou où Staline préparait le gouvernement qu'il imposera postérieurement à la Pologne. C'est sur cette toile de fond de la situation, vécue en Pologne par le commandement de la Résistance, et à Londres, par le gouvernement polonais, qu'est présentée ensuite la politique soviétique et les consignes données à l'Armée rouge lors de son entrée en territoire polonais.

Un survol des événements, et des efforts diplomatiques et militaires des Polonais, prouve leur détermination à renouer des rapports avec l'U.R.S.S. dont les dirigeants n'étaient, dès le début, qu'intéressés par l'anéantissement de la Pologne telle qu'elle existait alors. Il en résulte d'abord que les difficultés des rapports polono-soviétiques ne découlaient pas des problèmes de frontières, ce que le Kremlin essayait de faire croire, et ensuite que ces rapports constituent toujours toute sorte de baromètre de la politique soviétique en Europe.

Abstract

The Polish government and its relations with the Soviet Union during the second world war

The difficulties which have marked Poland's relations with the USSR, in the past as well as at the present time, are not only political in their nature, but above all stem from the different historical and cultural backgrounds in which each of these two countries has developed.

The article outlines these relations prior to the second world war, and then the repercussions of the Soviet-German pact of 1939, and finally the consequences which ensued, in other words the occupation of Poland and the move of the Polish government abroad.

Having briefly summarized these problems, the author comes to the heart of the matter with the Soviet-Polish agreement, known as the « Sikorski-Maisky agreement » of July 1941, which was concluded under British auspices, and provided for the formation of a Polish army under general Anders. The discovery, in April 1943, of the Katyn massacre, for which the Russians were responsible, marks a turning-point in relations with the Polish government, relations which were broken by Moscow, where Stalin was preparing the government which he was subsequently to impose on Poland. This is the background to the situation, lived in Poland by the heads of the Resistance and in London by the Polish government, against which the author describes Soviet policy and the instructions given to the Red Army upon its entry into Polish territory.

An overall view of events, and diplomatic and military efforts on the part of the Poles, proves their determination to renew links with the USSR, whose leadership were, from the beginning, only concerned with the annihilation of Poland as she was. It follows from this, on the one hand, that the difficulties arising in Soviet-Polish relations did not stem from problems over frontiers, which was what the Kremlin sought to convey, and, finally, that these relations always acted as a sort of barometer of Soviet policy in Europe.

Le gouvernement polonais et ses rapports avec l'Union soviétique pendant la seconde guerre mondiale

Tadeusz WYRWA*

INTRODUCTION

La situation géographique de la Pologne a toujours fait de ce pays le point le plus névralgique de la politique menée en Europe. En effet, située aux limites de deux civilisations, la Pologne constitue le point d'impact entre les deux systèmes de valeurs que chacune de ces civilisations représente. Quant à la Russie, aucun schéma historique des pays occidentaux ne peut être appliqué à son État qui, dès son apparition, se développa dans un cadre tout à fait différent.

Il en résulte qu'aucune des révolutions politiques et sociales, aucun des courants d'idées qui avaient modelé l'Europe, de la philosophie et du droit romain, de l'éveil des classes moyennes, n'avaient atteint la Russie. N'ayant pas eu accès, dès le Moyen Âge, à la culture développée en Occident, la Russie n'a pas eu connaissance de ses trois principaux mouvements : l'humanisme, la Renaissance et la Réforme dont les idées n'eurent aucun écho chez elle. Il en était de même de la civilisation grecque. Par conséquent, les difficultés caractérisant les rapports de la Pologne avec l'U.R.S.S. ne sont pas seulement d'ordre politique mais découlent avant tout du contexte historique et culturel différent dans lequel se développa chacun des deux pays.

* Directeur de recherche au C.N.R.S.

LES ANTÉCÉDENTS DES ANNÉES 1918-1939

En 1918, au bout de cent vingt-trois ans, la Pologne recouvre son indépendance. Un an plus tôt, la révolution bolchevique l'a emporté en Russie. Le régime établi alors dans l'un et l'autre État est fondé, une fois de plus dans leur histoire, sur des principes diamétralement opposés.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'en 1919 éclate la guerre entre la Pologne et l'Union soviétique. En été 1920, l'offensive russe, faisant reculer l'armée polonaise, avance sur Varsovie. Lénine lui-même demande que tout soit fait pour prendre Varsovie afin de « sonder l'Europe avec les baïonnettes de l'armée rouge ». Au milieu du mois d'août cependant, les Polonais réussissent à stopper cette offensive et, après une bataille décisive — appelée par lord E. d'Abernon la « dix-huitième bataille décisive dans l'histoire du monde » — remportent une victoire éclatante sur leurs ennemis.

L'importance de la défaite de l'armée rouge est plus facile à mesurer dans l'optique des objectifs de ses dirigeants. L'un d'eux, le maréchal soviétique Toukhatchevski qui commanda, en 1920, une armée contre les Polonais, avec laquelle il exécuta la principale attaque contre Varsovie, précisa dans l'un de ses ordres du jour : « La route de l'incendie du monde passe sur le cadavre de la Pologne ». Après la défaite russe, Toukhatchevski, dans son livre intitulé : « La marche au-delà de la Vistule », qui constitue une réflexion sur cette défaite, écrit explicitement : « Il n'y a pas le moindre doute que si nous avions réussi à briser dans les mains de la bourgeoisie polonaise son armée bourgeoise... l'incendie ne se serait pas arrêté aux frontières de la Pologne. Comme un torrent furieux, il aurait envahi toute l'Europe occidentale. L'armée rouge n'oubliera pas cette expérience de révolution exportée ». L'exportation de cette révolution vers l'Occident a été alors arrêtée pour un quart de siècle.

*
**

Les négociations engagées après l'armistice, qui mit fin aux hostilités entre la Pologne et l'U.R.S.S., ont abouti, le 18 mars 1921, à la conclusion, à Riga, d'un traité de paix. Ce traité devait inaugurer une ère nouvelle dans les relations des deux États. Mais il fallut attendre encore quelques années pour qu'une détente pût effectivement se produire, détente d'autant plus difficile qu'en avril 1922 l'U.R.S.S. signa avec l'Allemagne le traité de Rapallo, renouant ainsi la collaboration traditionnelle de ces deux pays, toujours dangereuse pour la Pologne.

Les contacts sur le plan commercial et politique auront pour résultat la conclusion d'un pacte de non-agression entre la Pologne et l'U.R.S.S., signé à Moscou, le 25 juillet 1932. Conformément à ce pacte, les deux parties renonçaient à la guerre dans leurs relations mutuelles, s'engageant réciproquement « à ne se livrer à aucune action agressive ni à l'invasion contre

l'autre partie, aussi bien séparément que conjointement avec d'autres puissances ». Au cas où une partie serait attaquée par un État tiers, « l'autre partie contractante s'engage à ne prêter aide et assistance ni directement ni indirectement à l'État agresseur pendant toute la durée du conflit ». Et de plus, chacune des parties s'engageait « à ne participer à aucune entente qui, au point de vue de l'agression, serait ouvertement hostile à l'égard de l'autre partie ».

En février 1934, Joseph Beck, ministre polonais des Affaires étrangères, se rendit à Moscou où il fut très bien accueilli. A cette occasion la prorogation de la validité du pacte polono-soviétique de non-agression fut portée à dix ans, et les représentations diplomatiques des deux États à Varsovie et à Moscou furent élevées au rang d'ambassades. C'est ainsi que fut parachevée, avant la seconde guerre mondiale, la normalisation des rapports entre la Pologne et l'U.R.S.S.

LES RÉPERCUSSIONS DU PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE

Face au danger hitlérien, la Grande-Bretagne et la France avaient entamé à Moscou, depuis le mois d'avril 1939, des négociations pour conclure un traité d'assistance mutuelle et une convention militaire. Tout semblait aller, apparemment, pour le mieux, mais lorsque les négociations touchèrent presque à leur fin, Molotov, succédant alors à Litvinov, fit surgir de nouvelles difficultés. En effet, comme on le sait aujourd'hui, parallèlement aux négociations avec la Grande-Bretagne et la France, l'U.R.S.S. menait des pourparlers avec l'Allemagne hitlérienne qui aboutirent à la conclusion du pacte germano-soviétique du 23 août 1939.

Dans l'immédiat, le principal avantage que Hitler tirait de ce pacte résidait dans le fait qu'il s'assurait, dans sa conquête de l'Europe, de la neutralité de la Russie, désormais son alliée, ce qu'il n'avait pas réussi à obtenir de la Pologne. Quant à l'Union soviétique, le pacte en question avec son protocole additionnel secret — suivi du traité du 28 septembre 1939 par lequel les deux envahisseurs se partageaient la Pologne — permettait à Moscou de briser l'équilibre des forces, établi en Europe de l'Est en 1921 à Riga, tout en constituant déjà le premier pas de la nouvelle expansion vers l'Occident de la révolution du communisme moscovite.

Cette expansion commença le 17 septembre 1939. Ce jour là, à trois heures du matin, Grzybowski, ambassadeur polonais à Moscou était convoqué par Potemkine, adjoint du ministre des Affaires étrangères qui, dans son bureau, lui lut une note constatant qu'étant donné que « l'État polonais et son gouvernement avaient cessé d'exister », l'U.R.S.S., pour sauvegarder ses intérêts et « prendre sous sa protection la vie et les biens de la population de l'Ukraine et de la Russie blanche occidentale » avait donné l'ordre à ses troupes de franchir la frontière de la Pologne.

L'ambassadeur polonais refusa de prendre acte de cette note, mais cela

n'empêcha pas Moscou, malgré le pacte de non-agression, d'envahir quelques heures plus tard, la Pologne orientale. Il s'agissait réellement d'une invasion, rejoignant celle des hitlériens, et l'armée rouge fit prisonniers des centaines de milliers de soldats polonais, les emmenant, dans des conditions inhumaines, en Russie où une partie d'entre-eux moururent d'inanition ou furent tout simplement assassinés.

Rappelons encore quelques faits concernant l'attaque de l'U.R.S.S. contre la Pologne en septembre 1939 — « un coup de poignard dans le dos » comme l'écrivit le *Times* dans un article au lendemain de cette attaque. Tout d'abord il était mensonger de dire, dans la note du 17 septembre, que « l'État polonais et son gouvernement avaient cessé d'exister » car, ce jour là, étaient présents en territoire polonais le président de la République, le gouvernement et le corps diplomatique. Et c'est précisément à cause de l'invasion soviétique que le gouvernement polonais dut quitter le pays. Ensuite, Moscou tenta d'affirmer que l'armée rouge attaquait la Pologne pour « libérer les Ukrainiens et les Blanc-Russiens » alors qu'il ne s'agissait que de se partager le butin avec Hitler conformément au pacte du 23 août 1939.

Ce ne furent pas seulement les Polonais qui s'indignèrent de cette invasion soviétique mais également l'opinion publique en Occident. Il suffit de citer des extraits du rapport d'André-Charles Corbin, ambassadeur de France à Londres, envoyé le 24 septembre 1939 à Édouard Daladier, président du Conseil : « L'invasion de la Pologne par les troupes soviétiques a provoqué dans l'opinion anglaise un violent mouvement d'indignation. Ce n'est pas que la nouvelle ait surpris le public. Depuis la signature du pacte germano-russe, le public considérait que l'U.R.S.S. avait définitivement tourné casaque... Néanmoins, le procédé consistant à attaquer dans le dos un pays déjà aux trois quarts abattu, a paru ici si révoltant que la réaction a été aussi vive que si le coup avait été inattendu ».

On peut encore y ajouter l'extrait d'un éditorialiste d'un journal parisien — en l'occurrence le « Journal des débats politiques et littéraires » du 18 septembre 1939 — qui écrit : « Il était certain que la trahison soviétique serait complète. Dès le jour où le pacte germano-russe a été signé, toute l'Europe pouvait craindre que les bolchevistes aidassent les Allemands dans leur action contre la Pologne ».

LE TRANSFERT DU GOUVERNEMENT POLONAIS À L'ÉTRANGER

Après l'agression de l'Union soviétique, le gouvernement polonais ne pouvait plus organiser la défense à l'Est du pays, comme il en avait l'intention. Il ne lui restait, par conséquent, qu'à quitter la Pologne pour continuer la guerre de l'étranger. Dans la nuit du 17 au 18 septembre 1939,

le président de la République et le gouvernement polonais franchirent la frontière roumaine pour pouvoir ensuite se rendre en France où le *droit de résidence* leur avait été accordé. Il ne s'agissait donc d'obtenir de la Roumanie qu'un *droit de passage*. Pourtant, le gouvernement roumain décida d'interner les autorités polonaises, contrairement aux accords conclus et aux conventions internationales.

L'internement des autorités polonaises en Roumanie eut pour résultat immédiat la crise constitutionnelle de l'État qui vint s'ajouter à la crise de confiance résultant de la défaite et manifestée à l'égard du gouvernement. Le problème de toute première importance était d'assurer la continuité de l'État polonais. La Constitution polonaise de 1935, dans son article 13, stipulait explicitement que parmi ses prérogatives, le président de la République avait celle « de désigner en temps de guerre son successeur ».

Le président de Pologne, Ignacy Moscicki, compte tenu des circonstances, décida de renoncer à ses fonctions et de désigner son successeur. Le choix était difficile ne serait-ce que par le fait que, parmi les candidats possibles, on ignorait où certains se trouvaient. Le président désigna d'abord comme successeur le général Boleslaw Wieniawa-Dlugoszowski, ambassadeur de Pologne à Rome, choix peu heureux auquel s'opposa le gouvernement français, dont l'ingérence n'était d'ailleurs pas justifiée. L'opposition de la France à reconnaître le successeur du président de Pologne, interné en Roumanie, provoqua un surcroît de confusion, mais immédiatement on chercha une solution qui, étant donné la situation, ne pouvait être que la désignation d'un nouveau successeur qui fut Wladislaw Raczekiewicz, accepté sans difficulté par les autorités françaises.

Malgré tous les imbroglios qui accompagnaient alors la crise du gouvernement polonais, elle fut rapidement conjurée. En effet, le nouveau président prêta serment le 30 septembre dans les locaux de l'Ambassade de Pologne à Paris. Investi conformément aux dispositions de la Constitution, il nomma premier ministre le général Wladyslaw Sikorski qui, à son tour, forma le nouveau gouvernement, après que l'ancien cabinet, dont les membres se trouvaient internés en Roumanie, eût démissionné.

C'est ainsi que se déroula le renouvellement des autorités de l'État polonais, qui continuèrent de représenter légalement la Pologne, et d'en assurer la présence, sans interruption, dans le camp des Alliés. Le nouveau président et son gouvernement furent immédiatement reconnus, sans autre formalité, par la France, les États-Unis, la Grande-Bretagne, et postérieurement, par les autres États.

Comme l'a noté la presse parisienne — par exemple « Le Figaro » du 2 octobre 1939 — en publiant un communiqué de Washington : « Le gouvernement des États-Unis considère que le nouveau gouvernement polonais, formé à Paris, étant le successeur constitutionnel du gouvernement de Varsovie, il n'existe aucune raison, du point de vue des milieux politiques américains, de procéder à une nouvelle reconnaissance de ce

gouvernement. M. Biddle, qui fut accrédité comme ambassadeur auprès du gouvernement de Varsovie, poursuivra ses fonctions auprès du nouveau gouvernement polonais à Paris ».

Au mois de novembre 1939, le gouvernement polonais fut transféré de Paris à Angers où il resta jusqu'au 14 juin 1940, date à laquelle, à la demande des autorités françaises, il se fixa à Libourne. Paris était déjà occupé par les Allemands. Le maréchal Pétain annonça : « il faut cesser le combat ». Dans cette situation, le gouvernement polonais ne pouvant plus mener le combat sur le sol français, il allait désormais le poursuivre de Londres où, une fois de plus, il fallait tout recommencer.

L'ACCORD SIKORSKI-MAISKY

De l'aveu de Winston Churchill, « l'attaque de la Russie par Hitler transforma l'échelle des valeurs et des rapports de la guerre ». Que les rapports militaires subirent un changement fut normal, mais on ne peut pas en dire autant de la transformation de l'échelle des valeurs qui, au fond, a résulté de l'abandon des idéaux au nom desquels les Alliés ont pris les armes en septembre 1939.

Le déclenchement de la guerre germano-soviétique, en juin 1941, et l'intérêt porté par Churchill à l'U.R.S.S. qui devenait son partenaire — non pas de son propre gré mais contrainte et forcée après avoir été attaquée par Hitler — mettaient au premier plan le besoin de rétablir les relations entre Moscou et le gouvernement polonais de Londres, relations rompues, comme on le sait, lors de l'invasion, le 17 septembre 1939, de la Pologne de l'Est par l'Armée rouge. Pour le gouvernement polonais s'ouvrait, semblait-il, la possibilité d'effacer les conséquences de cette invasion, du moins celles qui étaient alors encore réparables.

Le général Sikorski, premier ministre et commandant en chef de l'armée polonaise dans son allocution radiodiffusée de Londres à la Pologne, le 23 juin 1941, soit au lendemain de l'éclatement du conflit germano-russe, a entre autres déclaré : « Voici que s'est brisée l'union entre le hitlérisme et le bolchevisme qui a été à l'origine de cette terrible catastrophe dont la Pologne a été victime... Dans ces instants nous pouvons peut-être supposer que la Russie reconnaîtra comme nul et non avenu le pacte de 1939 avec l'Allemagne... Des milliers de Polonais et de Polonaises souffrent jusqu'à présent dans les prisons russes. Des centaines de milliers d'entre eux sont voués à la mort par la misère et la faim. De plus, un quart de million de prisonniers de guerre dépérissent dans les camps. Ne serait-ce pas une action honnête et opportune de rendre à ces gens la liberté ? ».

Deux jours plus tard, c'est-à-dire le 25 juin, dans le communiqué envoyé par le général Sikorski aux autorités de la Résistance en Pologne, le premier

ministre constatait que « le gouvernement soviétique, cherchant l'appui de l'opinion mondiale et l'aide politique et matérielle de l'extérieur, se heurte à une atmosphère de méfiance occasionnée avant tout par les occupations effectuées de concert avec les Allemands. La principale condition pour dissiper cette méfiance est de gagner à sa cause la Pologne et cela n'est possible qu'en renonçant définitivement à l'annexion des terres polonaises et en réparant tous les autres préjudices ».

Le même communiqué affirmait également : « Le gouvernement polonais trouve pleine compréhension auprès du gouvernement britannique qui l'a assuré de son aide pour concrétiser les efforts polonais ». Or, lier les conditions de l'accomplissement des relations polono-soviétiques à la « compréhension » du gouvernement britannique et au rôle de la Pologne parmi les Alliés, est une preuve de l'absence de réalisme des Polonais à Londres. Au fond, ce qui intéressait le gouvernement britannique c'était qu'il y eût un accord entre les Polonais et l'U.R.S.S. sans se soucier beaucoup qu'il s'effectue dans les conditions proposées par le gouvernement polonais. L'attention des Anglais se portait avant tout sur les Russes et leur contribution à la guerre, les autorités ne voulant pas se rendre compte que c'étaient notamment ces derniers qui avaient besoin de l'aide des Alliés. Dès le lendemain de la guerre germano-russe, des pressions furent exercées par les Anglais sur le gouvernement polonais pour qu'il fit des avances afin de rétablir les relations avec l'Union soviétique.

En effet, le 5 juillet 1941 des pourparlers s'engagèrent à Londres entre les deux gouvernements « sous les auspices britanniques » — selon les propres termes de Churchill. Le général Sikorski représentait la Pologne et l'ambassadeur Maisky l'U.R.S.S. Churchill avoua que les négociations se poursuivirent tout le mois de juillet « dans une atmosphère glaciale » et qu'elles butèrent particulièrement contre la question polonaise : « faire reconnaître par le gouvernement soviétique que le partage du pays effectué par la Russie et par l'Allemagne était dorénavant nul et non avenue », c'est-à-dire faire annuler l'annexion par l'U.R.S.S. de la partie orientale de la Pologne, autrement dit la question des frontières.

Lorsque les négociations entre les Polonais et les Russes piétinaient de par la mauvaise volonté de ces derniers, Churchill insistait auprès du général Sikorski essayant de le convaincre que « parvenir à une entente polono-soviétique aurait une énorme et urgente signification pour la cause commune ». Côté gouvernement britannique, le rôle principal revenait à Eden qui partageait la responsabilité de son gouvernement avec celui des États-Unis, affirmant dans ses « Mémoires », publiés après la guerre : « La position américaine compliqua aussi le problème... Roosevelt insistait pour que nous ne prenions aucun engagement sur les frontières d'aucun pays, avant le traité de paix ». Mais ce qui compliquait réellement les négociations avec Moscou c'est qu'Eden, comme tous les Anglais qui participaient à ces négociations, était favorable aux Russes et non aux Polonais.

C'était également le cas de l'ambassadeur britannique à Moscou, Stafford Cripps, qui offrit au général Sikorski ses « bons offices », acceptés par

le gouvernement polonais. Mais ce fut précisément Cripps qui arrêta au Kremlin le texte définitif de l'accord polono-soviétique. Le général Sikorski, pressé par les Britanniques et croyant qu'il ne pourrait rien obtenir de plus, signa cet accord le 30 juillet 1941, sans avoir obtenu le consentement du président de la République et en opposition avec une partie des membres du gouvernement polonais. Pour l'U.R.S.S. ce fut l'ambassadeur Maisky qui signa ce texte appelé désormais « accord Sikorski-Maisky ». Par cet accord, les relations diplomatiques entre le gouvernement polonais et le gouvernement soviétique étaient rétablies mais le problème des frontières entre les deux pays n'était pas réglé.

Malheureusement, le gouvernement polonais ne sut ou ne voulut pas persister dans son attitude, très déterminée au début des négociations : se fiant à son allié britannique, il céda à ses pressions, espérant pouvoir dans l'avenir régler les problèmes en suspens, ce qu'avaient d'ailleurs laissé croire les Anglais. C'était là une grave erreur qui eut plus tard des répercussions.

LA MISE EN PRATIQUE DE L'ACCORD POLONO-SOVIÉTIQUE

L'accord comportait une clause importante sans laquelle le général Sikorski ne l'aurait absolument pas signé. Elle stipulait qu'une armée polonaise allait être organisée en U.R.S.S. et placée, sur le plan opérationnel, sous le commandement suprême soviétique où devait siéger un représentant polonais. De plus, conjointement à cet accord, un protocole fut signé en vertu duquel l'U.R.S.S. « accorde l'amnistie à tous les citoyens polonais qui sont à présent privés de liberté en territoire soviétique, soit comme prisonniers de guerre, soit pour d'autres raisons ». Mise à part la perfidie de parler d'« amnistie » à l'égard des victimes de la terreur du régime soviétique, cette mesure a permis à de nombreux Polonais de sauver leur vie.

Rappelons que pour pouvoir être libéré à la suite de « l'amnistie » soviétique, il fallait tout d'abord avoir survécu à la déportation, puis avoir conservé la vie sur le lieu de destination situé, selon le sort de chacun, sous toutes les longitudes et latitudes de la Russie, avec toutes ses variétés de climat. Mais dans la plupart des cas, les Polonais avaient été envoyés dans les zones sibériennes, y compris dans les mines d'or de la Kolyma, d'où, l'histoire le prouve, peu de personnes sont revenues. Enfin, il fallait avoir appris que « l'amnistie » avait été décrétée — ce qui n'était pas facile dans ces endroits coupés du monde —, se faire libérer par les autorités locales souvent récalcitrantes, prétextant, ahuries, ne rien savoir, et arriver par tous les moyens possibles — et il y en avait si peu — au lieu de rassemblement désigné aux Polonais par le gouvernement soviétique. En définitive, seuls quelques dizaines de milliers d'entre eux réussirent à rejoindre les autorités polonaises et l'armée qu'elles commençaient à organiser.

L'organisation de cette armée, confiée par le gouvernement polonais au général Anders, s'effectua dans des conditions extrêmement difficiles. A toutes les difficultés matérielles, d'approvisionnement et d'équipement, créées par les Russes, s'ajoutèrent encore celles concernant le recrutement. En effet, on inventa à Moscou une astucieuse formule selon laquelle, pour pouvoir rejoindre l'armée polonaise en U.R.S.S., les citoyens polonais qui vivaient en Pologne avant la guerre, sur les territoires situés à l'Est de la ligne tracée par le pacte germano-russe de 1939, ne devaient être originaires d'aucune de ces minorités nationales qui précisément habitaient ces régions et qui appartenaient depuis des siècles à l'État polonais.

La situation était encore plus compliquée pour les Juifs polonais, car d'après les dispositions de Moscou, ils n'avaient pas le droit d'être intégrés à l'armée polonaise en U.R.S.S., quelle qu'ait été la région qu'ils habitaient en Pologne avant la guerre.

Au mois de mars 1942, les difficultés de toutes sortes s'étaient à tel point accrues que l'existence même de l'armée polonaise en U.R.S.S. se trouva menacée. Les autorités soviétiques diminuèrent brusquement de 50 % les rations devant être accordées à l'armée polonaise dont les effectifs atteignaient déjà 70 000 hommes environ et qui aurait pu encore se développer rapidement si les Russes n'y avaient mis autant d'obstacles.

Il était clair que l'Union soviétique voulait se débarrasser de l'armée polonaise stationnée sur son territoire et soumise au gouvernement polonais de Londres, donc une armée qui ne se laisserait pas manœuvrer politiquement par les Russes. Dans les circonstances données, il s'agissait tout simplement de sauver l'armée polonaise en cours de formation en U.R.S.S.

En effet, cette armée commandée par le général Anders fut évacuée en Iran. Plusieurs dizaines de milliers de Polonais, dont une partie avec leurs familles, réussirent à se sauver. C'est le seul avantage que les Polonais retirèrent de l'accord Sikorski-Maisky signé le 30 juillet 1941. On peut encore rappeler que l'évacuation en Iran fut organisée avec l'accord de Churchill qui, conformément à ses plans stratégiques, préférait voir toute l'armée polonaise massée au Proche-Orient. Mais il ne faut pas oublier que des centaines de milliers de Polonais restèrent en U.R.S.S., qui dans leur majorité, ne revirent plus jamais leur pays.

KATYN ET LA RUPTURE ENTRE MOSCOU ET LE GOUVERNEMENT POLONAIS

L'évacuation en Iran de l'armée polonaise, organisée en U.R.S.S. sous le commandement du général Anders, n'a ni amélioré ni détérioré les relations diplomatiques entre le gouvernement polonais et Moscou. Si les

causes de frictions concernant cette armée avaient ainsi formellement disparu, Staline, reprenant peu à peu son souffle, perdu après l'attaque des Allemands contre l'U.R.S.S. à laquelle il n'était absolument pas préparé, procéda sans tarder à la réalisation de ses objectifs, la Pologne constituant la première étape. Par conséquent, ses relations avec le gouvernement polonais allaient connaître de nouveaux heurts, jusqu'à la rupture totale conformément au dessein du Kremlin.

Dans l'attitude de l'U.R.S.S., on peut tracer une « ligne de démarcation » entre la première phase, qui recouvre la période suivant l'attaque de Hitler où, l'armée allemande étant aux portes de Moscou, Staline accepta tout et signa même la Charte de l'Atlantique pour être aidé par l'Occident ; et la deuxième phase, où il fut secouru par les Alliés et une fois reconnu par eux, sut leur imposer sa volonté. C'est à cette phase que se réfèrent les événements présentés ici.

Il a déjà été mentionné que lors de l'invasion de la Pologne par les Russes, en septembre 1939, ceux-ci firent environ 250 000 prisonniers de guerre polonais qu'ils déportèrent en Union soviétique. Lorsque l'armée polonaise commença à s'organiser en territoire soviétique, peu d'officiers se présentèrent, ce qui inquiéta le gouvernement polonais à Londres, et le général Anders entreprit toutes les recherches possibles pour les retrouver. Staline, interrogé à leur sujet à maintes reprises par les autorités polonaises, répondait qu'il ne savait rien et qu'« ils s'étaient peut-être évadés en Mandchourie... ». L'armée polonaise fut évacuée en Iran sans avoir récupéré ces officiers et sans avoir d'eux aucune nouvelle.

Le 13 avril 1943, un coup de tonnerre éclata lorsque la radio allemande diffusa un communiqué annonçant qu'aux environs de Smolensk (une partie de la Russie occupée alors par les Allemands), la population locale connaissait l'endroit où les bolcheviques avaient exécuté secrètement les officiers polonais. Lors des émissions suivantes, les Allemands confirmèrent qu'il s'agissait de plusieurs milliers de cadavres d'officiers polonais découverts dans des fosses de la forêt de Katyn, à l'ouest de Smolensk où se rendirent des commissions de médecine légale et de criminologie comprenant aussi des citoyens de pays neutres, comme par exemple des Suisses. En effet, 4 143 corps furent découverts provenant du camp de Kozielsk, mais ceux de Starobielsk et d'Ostachkov, les deux autres camps où il y avait environ 10 000 prisonniers de guerre polonais, des officiers, pour la plupart, assassinés sans aucun doute eux aussi, n'ont pas, jusqu'à présent, été retrouvés.

Il était impensable que le gouvernement polonais, apprenant cette nouvelle restât indifférent. Le 17 avril, il publia donc une déclaration pour faire connaître à l'opinion publique qu'il s'était adressé dans cette affaire à la Croix-Rouge internationale à Genève. Dans toutes les déclarations publiées par le gouvernement polonais, il n'y avait absolument rien de nature à offenser les Russes et il était précisément de leur intérêt, s'ils se savaient innocents, de faire toute la lumière sur cette affaire et aucune institution ne pouvait être mieux qualifiée que la Croix-Rouge internatio-

nale. Mais, sur le plan politique, rien n'est souvent plus « offensant » que les choses claires, faciles à vérifier et le massacre de Katyn, considéré par les chancelleries européennes comme une affaire « délicate », en donnait une nouvelle preuve. Telle a aussi été l'attitude de la Croix-Rouge internationale.

Celle-ci, en effet, exprima son accord pour procéder à une enquête à condition d'avoir le consentement de toutes les parties intéressées. Dans l'affaire de Katyn, d'après la Croix-Rouge à Genève, il fallait trois consentements : ceux de l'Allemagne, de la Pologne et de l'U.R.S.S. et alors que les gouvernements des deux premiers États étaient d'accord, Moscou refusa. La Croix-Rouge internationale s'inclinant donc devant l'attitude de l'Union soviétique, refusa d'effectuer son enquête et, par conséquent, de constater la vérité sur le massacre de Katyn.

Depuis longtemps déjà, cette vérité établie, d'après de nombreuses preuves irréfutables, ne soulève plus aucun doute. En 1951, par exemple, la « Commission de Katyn » fut créée par une décision du Congrès des États-Unis et après une investigation très scrupuleuse, a conclu que le massacre de Katyn « fut commis au printemps 1940, par le N.K.V.D. », conclusion fondée sur les documents et témoignages publiés ensuite dans un rapport de 2 362 pages.

Revenant à l'année 1943, l'Union soviétique refusa non seulement son consentement à la Croix-rouge internationale pour l'enquête sur le massacre de Katyn, mais elle rompit, le 25 avril, ses relations avec le gouvernement polonais de Londres l'accusant, tout simplement, d'être complice de Hitler.

En réalité, dans la nouvelle conjoncture de plus en plus favorable aux Russes, après s'être débarrassés de l'armée polonaise du général Anders pour en créer une autre soumise à leurs ordres, ils ont agi de même avec le gouvernement polonais de Londres : ils attendaient la première occasion pour rompre les relations et saisirent celle de Katyn, préparant ainsi le chemin pour installer un gouvernement composé de Polonais d'obédience moscovite.

LA POLITIQUE DE L'UNION SOVIÉTIQUE VUE DE LONDRES ET DE VARSOVIE

Un peu plus de deux mois après la rupture, du fait de Moscou, des relations diplomatiques avec le gouvernement polonais, le général Grot-Rowecki, commandant en chef de l'Armée de l'Intérieur¹, fut arrêté, le

1. L'Armée de l'Intérieur (*Armia Krajowa* - A.K.) était l'organisation militaire de la Résistance polonaise.

30 juin 1943, par la Gestapo à Varsovie. Cinq jours plus tard, soit le 4 juillet, le général Sikorski mourait dans un accident d'avion à Gibraltar, accident couvert de mystère, probablement pour toujours. D'un coup, la Pologne fut privée de deux personnalités et il fallut nommer de nouveaux titulaires aux deux postes gouvernementaux les plus importants. Sikorski fut remplacé, au poste de premier ministre, par Mikolajczyk, et Grot-Rowecki, par Bor-Komorowski.

Les Britanniques souhaitaient que les relations polono-soviétiques reprennent. Après la rupture, le ministre Eden, déclara devant la Chambre des communes : « Nous avons appris avec grand regret qu'à la suite de la démarche effectuée par le gouvernement polonais auprès de la Croix-Rouge internationale, le gouvernement soviétique s'est senti dans l'obligation de rompre les relations diplomatiques avec lui... Nous désirons que les relations entre l'Union soviétique et la Pologne soient reprises... Le gouvernement britannique agit évidemment de concert avec le gouvernement des États-Unis ».

Le premier ministre Mikolajczyk, successeur du général Sikorski, dans son discours du 27 juillet 1943, déclara : « Le gouvernement polonais aborde les problèmes polono-soviétiques avec le maximum de bonne volonté. Le gouvernement tend à l'entente durable et à la collaboration avec l'U.R.S.S., mais fondée sur le respect mutuel de nos droits et de nos intérêts. Nous nous rendons compte des difficultés résultant du passé, mais nous vous assurons que, dans la mesure du possible, nous travaillons pour les écarter et donc pour préparer la voie à un avenir meilleur ».

En Pologne, dès l'origine, on avait moins d'illusions sur les possibilités d'entente avec l'Union soviétique pour la simple raison que les Polonais subissaient directement les conséquences de la politique soviétique. C'est encore et surtout le général Grot-Rowecki qui, avec son esprit clairvoyant, a parfaitement exprimé le sentiment national à ce sujet. Dans son rapport du 22 juin 1942 envoyé à Londres, il précise : « La conscience que la Russie était et sera notre ennemie est vive dans l'armée clandestine et le pays partage cette appréciation, indépendamment de toute conviction politique ».

Le général Grot-Rowecki et le général Sikorski, quelques mois avant leur disparition, avaient échangé leurs opinions sur un point capital, à savoir : l'attitude à prendre à l'égard de l'Armée rouge lors de son entrée en Pologne à la poursuite des Allemands. Le 28 novembre 1942, Sikorski envoya à Grot-Rowecki un ordre où il faisait savoir que si les troupes soviétiques entraient en Pologne, l'Armée de l'Intérieur devait sortir de la clandestinité et les traiter comme des troupes alliées. Ensuite, l'Armée de l'Intérieur devrait se montrer en force et en nombre pour attaquer les Allemands et souligner ainsi le droit de la Pologne à la souveraineté sur ses territoires, tout en manifestant sa loyauté à l'égard de l'Union soviétique. Enfin Sikorski informait le commandant en chef de la Résistance polonaise qu'il était à la veille de son voyage pour les États-Unis, voyage dont un des

objectifs était, selon ses propres termes, « de gagner Roosevelt à la cause de la lutte contre l'anarchie et le communisme en Europe », précisant qu'il croyait pouvoir convaincre le président Roosevelt « de la nécessité de prendre solidairement et fermement une attitude par rapport à l'Union soviétique si cette dernière tentait de porter atteinte à la souveraineté territoriale de la Pologne ».

L'ordre fut très mal reçu par Grot-Rowecki qui avait une appréciation de la situation différente de celle du général Sikorski dont la politique était essentiellement fondée sur la bonne foi des Anglo-Américains, tandis que le général Grot-Rowecki voyait les choses dans l'optique de la rude réalité telle qu'elle se présentait chaque jour en Pologne. En réponse à cet ordre, Grot-Rowecki envoya, le 12 janvier 1943, à Sikorski une dépêche chiffrée, moyen de communication utilisé entre le commandement de la Résistance à Varsovie et le gouvernement polonais à Londres. Dans cette dépêche, Rowecki affirme qu'il exécutera l'ordre de considérer les Russes, poursuivant les Allemands sur les territoires polonais, comme des alliés et de faire sortir l'Armée de l'Intérieur de la clandestinité mais il ne peut s'empêcher d'ajouter : « Dans presque toute la nation règne la conviction que la Russie est notre ennemie numéro deux, et elle éprouve par conséquent à son égard une profonde méfiance ». Cette méfiance, selon Rowecki, résulte du comportement de la Russie dans le passé et dans le présent, ne serait-ce que par l'activité subversive des parachutistes soviétiques envoyés en Pologne, et en outre « de la profonde conviction du public que les Russes après être entrés en Pologne ne la quitteront que contraints ».

Il y eut encore sur ce même sujet d'autres dépêches échangées entre Sikorski et Grot-Rowecki, sans que pour autant une attitude concrète fût conjointement déterminée, ce qui d'ailleurs ne pouvait pas être facile ne serait-ce qu'à cause de la rapide évolution de la politique globale de tous les alliés. La subite disparition de Grot-Rowecki et de Sikorski, à la veille d'une période décisive pour l'Europe tout entière, eut pour la Pologne de graves répercussions.

C'est en automne 1943, alors que l'offensive soviétique se rapprochait des frontières polonaises que furent fixées les directives concernant l'attitude à prendre par la Résistance polonaise lorsque l'Armée rouge se trouverait sur le territoire de la Pologne. Le gouvernement polonais de Londres les envoya au commandant en chef de la Résistance, le général Bor-Komorowski, dans son instruction du 27 octobre qui, en partant de plusieurs hypothèses d'entrée en Pologne des troupes soviétiques, donnait pour chacune d'elles une solution. Parmi ces hypothèses, il y en avait une qui était la plus vraisemblable, à savoir que l'Armée rouge entrerait en Pologne sans que les relations entre celle-ci et l'Union soviétique fussent rétablies. Or, dans ce cas, l'Armée de l'Intérieur et les autorités de la Résistance resteraient dans la clandestinité, dans l'attente d'autres directives du gouvernement polonais à Londres.

C'était la seule attitude logique, car si le gouvernement polonais, aidé par les Alliés, ne pouvait renouer les relations avec l'U.R.S.S., comment les

autorités de l'État polonais clandestin y seraient-elles parvenues, seules, face à l'armée soviétique stationnée en Pologne ? Dans ces conditions, tout projet d'une insurrection nationale à l'arrière du front allemand — comme l'avait envisagé le général Sikorski dans sa dépêche du 6 février 1943 — aurait été déraisonnable parce qu'après l'écrasement des hitlériens par les troupes soviétiques d'un côté, et de l'autre, par l'Armée de l'Intérieur, cette dernière se serait trouvée à la merci de l'U.R.S.S. avec un résultat facile à imaginer.

Cependant, contrairement à la directive principale de l'instruction du 27 octobre 1943, le général Bor-Komorowski, fit savoir au gouvernement polonais, par une dépêche radio du 26 novembre 1943, qu'il ordonnait aux détachements de l'Armée de l'Intérieur et à leurs commandants qui participaient au combat contre les Allemands battant en retraite, de ne pas se cacher ensuite devant les troupes soviétiques, autrement dit de sortir de la clandestinité lors de l'entrée de ces dernières en Pologne. Cette disposition de Bor-Komorowski eut des conséquences graves, voire décisives, pour la Résistance polonaise.

Le gouvernement polonais de Londres modifia ensuite l'instruction. Par une décision du 18 février 1944, il fit savoir que les autorités de l'État clandestin devaient ordonner aux services administratifs et militaires et à leurs responsables respectifs de prendre contact avec le commandement des troupes soviétiques qui entreraient en Pologne en déclarant qu'ils se présentaient sur ordre du gouvernement de la République polonaise « en tant que représentants des autorités administratives ou militaires (selon le cas) avec proposition d'harmoniser avec l'armée soviétique, qui pénètre sur les territoires polonais, la menée des opérations de guerre contre l'ennemi commun ». Il précisait cependant que si ces représentants étaient emprisonnés par les Russes, il faudrait interrompre la sortie de clandestinité dans les autres régions.

La modification par le gouvernement polonais de son instruction résultait aussi bien de la décision prise par le général Bor-Komorowski de faire sortir l'Armée de l'Intérieur de la clandestinité que du compromis passé à ce sujet au sein du gouvernement où deux tendances se manifestaient : l'une liée au général Sosnkowski, commandant en chef de l'armée polonaise, et l'autre à Mikolajczyk, premier ministre qui, suivant la ligne politique anglo-saxonne, tentait de montrer la volonté de son gouvernement de coopérer militairement avec l'U.R.S.S. même sans avoir conclu au préalable un accord politique, attitude dépourvue de bon sens. Quant à Bor-Komorowski, il avait pris sa décision sans suffisamment connaître les intentions des Alliés à l'égard de la Pologne. Il déclencha l'opération connue sous le nom de code « Tempête » sans savoir si elle avait une chance d'aboutir.

Cette disparité entre le désir et la réalité, entre les tendances contradictoires dans le milieu du gouvernement polonais à Londres et dans celui du commandement de la Résistance, résultait avant tout de la disparition des généraux Sikorski et Grot-Rowecki qui a laissé des séquelles irréparables

pour la direction des affaires polonaises et cela au moment même où la politique des Alliés entamait un nouveau tournant. En effet, l'État clandestin polonais se retrouvait seul pour déterminer une attitude à l'égard de problèmes dont la solution dépassait ses moyens.

L'IMPASSE DIPLOMATIQUE ET LA POUSSÉE DES ARMES

Le 4 janvier 1944, l'Armée rouge traverse la frontière Est de la Pologne d'avant la guerre. Le lendemain le gouvernement polonais de Londres publie une déclaration dans laquelle il rappelle ses démarches accomplies pour que l'Armée de l'Intérieur collabore avec les troupes soviétiques, et met au point l'attitude de la Pologne à l'égard de l'U.R.S.S.

Le 6 janvier, le premier ministre Mikolajczyk prononce un discours radiodiffusé à la Pologne où, entre autres, il déclare : « Nous aurions préféré rencontrer l'armée soviétique non seulement comme l'alliée de nos alliés, luttant contre le même ennemi, mais comme notre propre alliée... Nous demandons que soient respectés les droits et les intérêts de la Pologne, son gouvernement et ses citoyens ». Le 11 janvier, le gouvernement soviétique répond à la déclaration du gouvernement polonais en employant, une fois de plus, sa langue de bois, sans avancer d'un pas dans la possibilité et surtout la volonté de résoudre le conflit avec la Pologne.

Le 15 janvier, le gouvernement polonais, à son tour, fait une nouvelle déclaration pour répondre à celle de Moscou. Il y précise : « le gouvernement polonais s'adresse aux gouvernements britannique et américain pour reprendre, par leur intermédiaire et avec leur participation, les pourparlers avec l'U.R.S.S. au sujet de l'ensemble des problèmes dont la solution doit aboutir à une coopération durable et amicale entre la Pologne et l'Union soviétique. Le gouvernement polonais pense que cela est de l'intérêt de tous pour la victoire des nations unies et pour un système harmonieux de relations en Europe après la guerre ».

Moscou réagit sans tarder et le 17 janvier fait savoir que « la suggestion du gouvernement polonais concernant les pourparlers avec le gouvernement soviétique n'a pas d'autre but que de tromper l'opinion publique, car il est facile de comprendre que le gouvernement soviétique n'est pas en état de mener des négociations officielles avec un gouvernement avec lequel il n'a pas de relations diplomatiques. La partie soviétique rappelle que les relations diplomatiques avec le gouvernement polonais ont été rompues par la faute de ce dernier en raison de sa participation à la campagne diffamatoire anti-soviétique menée par les envahisseurs allemands à la suite du massacre de Katyn ».

Il n'y a aucun doute, surtout à cette époque, que Moscou préparait une équipe gouvernementale pour la Pologne ; elle n'était nullement intéressée

à renouer ses relations avec le gouvernement polonais à Londres, et l'avenir confirmera que les problèmes de frontière, de « ligne Curzon », etc., n'étaient que des faux-fuyants.

*
**

Les preuves concrètes, de bonne ou de mauvaise volonté, de part et d'autre dans les relations polono-soviétiques, sont aussi apportées — et parfois mieux encore que par les réactions qui émanent des chancelleries diplomatiques — par des exemples relevés sur les champs de bataille contre l'armée hitlérienne. Nous nous bornerons ici à les mentionner car ce sont des problèmes qui dépassent notre sujet.

Le commandant en chef de la Résistance, le général Bor-Komorowski, préparait un plan militaire, appelé opération « Tempête » (*Burza*). Ce plan, approuvé par le gouvernement polonais de Londres, signifiait l'intensification des actions de sabotage et de diversion avec pour objectif le harcèlement des forces allemandes en retraite, c'est-à-dire le déclenchement du combat insurrectionnel dans une région donnée. En effet, il s'agissait de mettre en branle toute l'armée de la Résistance, zone par zone, en fonction de l'approche de l'Armée rouge afin de participer, avec elle, à la lutte contre l'ennemi hitlérien.

L'exécution de l'opération « Tempête » commença sur les territoires polonais de l'Est, là où l'Armée rouge avait fait reculer les Allemands. Au cours de cette première phase les unités de l'Armée de l'Intérieur livrèrent aux Allemands, en 1944, trois grandes batailles apportant leur concours aux troupes soviétiques. Ce concours, comme tout autre apporté aux Soviétiques par l'Armée de l'Intérieur, connût le même épilogue : l'anéantissement par les Russes des détachements de cette armée une fois que leur coopération militaire n'était plus nécessaire.

Tout d'abord ce fut le cas de la 27^e division dans la région de la Volhynie. Le commandant de cette division, après avoir mis au point avec les autorités militaires soviétiques sa participation au combat, lutta au printemps, aux côtés de l'Armée rouge, pour être plus tard anéanti. Ensuite, il s'agit de la bataille livrée en juillet par les Polonais pour libérer Wilno, tandis que l'armée soviétique se rapprochait de la ville. Après sa libération et l'entrée des Soviétiques, l'unité polonaise subit le même sort. Enfin, on peut citer encore l'exemple de la bataille de Lwow, ville également libérée en juillet par un détachement de l'Armée de l'Intérieur, exterminé lui aussi une fois sa tâche accomplie.

En effet, partout où les détachements de l'Armée de l'Intérieur se manifestaient à l'approche de l'Armée rouge, le même « scénario » se répétait : le commandement soviétique profitait volontiers du concours de ces détachements dans le combat contre les Allemands mais le combat terminé, les Russes arrêtaient les dirigeants et déportaient les soldats à

l'exception de ceux qui acceptaient de s'enrôler dans l'armée dite de Berling, créée et commandée par l'U.R.S.S.

Un autre exemple, beaucoup plus frappant et en même temps beaucoup plus connu aujourd'hui, est celui du refus de Staline de venir en aide à l'insurrection de Varsovie. Rappelons très brièvement les faits : dans la dernière décade de juillet 1944, les troupes soviétiques franchirent la Vistule et leurs avant-postes avancèrent, sans tarder, en direction de Varsovie. Dans la capitale, les hitlériens accéléraient l'évacuation de leurs services administratifs, la Gestapo détruisait ses dossiers et la population allemande était prise de panique. Les 29 et 30 juillet, des émissions en langue polonaise, diffusées par la Radio de Moscou, lançaient un appel au peuple de Varsovie pour qu'il se soulevât contre l'occupant.

D'autre part, le premier ministre Mikolajczyk, poussé par Churchill et Roosevelt tentait de négocier avec Moscou en s'alignant sur la ligne politique anglo-américaine. Préparant un voyage à Moscou, Mikolajczyk croyait que l'éclatement de l'insurrection à Varsovie, le placerait en position de force dans ses pourparlers au Kremlin, raisonnement qui s'est avéré complètement absurde et préjudiciable à la Pologne. Son voyage à Moscou avait été décidé en juin 1944, à Washington, où il était allé rendre visite à Roosevelt. Comme on le sait, les relations diplomatiques entre les gouvernements polonais et soviétique n'existaient plus et le départ de Mikolajczyk pour Moscou eut lieu après l'intervention de Churchill et Roosevelt auprès de Staline afin que ce dernier le reçoive, ce qui se passe de commentaires. Le 30 juillet 1944, Mikolajczyk arriva à Moscou ; le jour suivant, le commandant de l'Armée de l'Intérieur fixe le déclenchement de l'insurrection à Varsovie pour le 1^{er} août à 17 heures.

Après l'éclatement de l'insurrection, la radio de Moscou se tait aussitôt, et l'aviation soviétique, active auparavant, ne se manifeste plus. Le bruit de la canonnade résonne de moins en moins. L'offensive soviétique s'est brusquement arrêtée. Informé par Churchill de l'aide britannique envisagée pour les insurgés de Varsovie, Staline répond qu'il ne les croyait pas capables, sans artillerie, ni aviation, ni chars, de se soulever.

Mikolajczyk, en visite à Moscou, renseigne aussi Staline sur le combat dans Varsovie, pensant que cette conjoncture lui permettrait de renouer plus facilement les relations diplomatiques avec le gouvernement soviétique. Mais il s'avéra, une fois de plus, que Staline ne s'intéressait absolument pas à la reprise des relations avec le gouvernement polonais de Londres, préparant le sien sous le nom provisoire de « Comité polonais de libération nationale ». Staline, pourtant, promit à Mikolajczyk, notamment lors de leur dernier entretien le 9 août, de secourir rapidement les insurgés de Varsovie, mais se garda bien de tenir sa promesse.

L'aide des Alliés à Varsovie pouvait s'organiser à partir des aérodrômes italiens, mais du fait de la distance entre ces derniers et la capitale polonaise, les avions, pour diminuer le risque de leur mission extrêmement dangereuse, devaient atterrir en territoire occupé par les Russes qui, aussi

invraisemblable que cela paraisse, refusèrent leur autorisation. Ce n'est qu'après plusieurs interventions de Roosevelt et de Churchill, notamment de ce dernier, que Staline donna cette autorisation, d'ailleurs limitée, au mois de septembre, lorsque l'insurrection n'avait plus aucune chance de réussir. Un peu plus tard Varsovie devait capituler.

La capitale polonaise fut presque entièrement détruite avec tous ses musées et autres monuments de la culture nationale. De plus, et surtout, la majeure partie de l'élite polonaise et de la jeunesse y périrent au grand détriment de la vitalité de la nation pour l'avenir. Tel était précisément le but de Staline qui, par son refus d'aider l'insurrection de Varsovie, manifestait nettement, une nouvelle fois, qu'il détruirait sans aucune hésitation tout ce qui n'était pas conforme à ses plans.

LA DISPARITION DES DERNIÈRES ILLUSIONS

Malgré tous ces événements, Mikolajczyk continuait à prendre au sérieux sa mission de sauver la Pologne, trop au sérieux notamment par rapport aux proclamations tapageuses des Alliés affirmant leur volonté de reconstituer un État polonais indépendant, souverain et ami de l'Union soviétique, comme si tout cela ne dépendait que des Polonais eux-mêmes.

Au cours de la conférence qui se déroula à Moscou du 13 au 16 octobre 1944, Churchill, accompagné d'Eden, accepta l'exigence de Staline quant à la « ligne Curzon »² comme frontière orientale de la Pologne. Sur les instances de Churchill, Mikolajczyk se rendit également à Moscou pour participer à la conférence lorsqu'il y était question de la Pologne. Malgré les fortes pressions exercées par Churchill sur Mikolajczyk pour qu'il approuvât aussi la « ligne Curzon », le premier ministre polonais ajourna sa décision pour consulter son gouvernement à Londres.

A son arrivée à Londres, Mikolajczyk rendit compte devant le cabinet de la conférence de Moscou, persistant dans ses démarches pour trouver un compromis avec l'U.R.S.S. Ce compromis, cependant, ne pouvait être autre que d'accepter les conditions de Moscou qui, au fond, constituaient le premier pas vers l'asservissement de la Pologne, comme l'avenir allait le confirmer. Le gouvernement polonais, à l'exception d'une minorité représentée par le parti paysan dont Mikolajczyk était le chef, rejeta la proposition du premier ministre, s'opposant fermement aux exigences soviétiques. Dans ces conditions, le 24 novembre 1944, Mikolajczyk donna sa démission.

2. Le nom de cette ligne est dû à Lord Curzon qui, en décembre 1919, proposa une ligne de démarcation provisoire des frontières entre la Russie et la Pologne.

A cette occasion, il faut souligner que les questions de frontières soulevées par l'U.R.S.S. n'étaient qu'un moyen de provoquer la confusion en Occident sur le problème de la Pologne, et qu'au fond, il ne s'agissait que d'un prétexte pour faciliter la domination de Moscou sur le pays. Le gouvernement polonais de Londres ne refusait pas la possibilité de négociations au sujet de la frontière orientale, mais ne cessait de répéter qu'il n'était pas habilité à les entamer parce qu'elles ne pouvaient être menées qu'en Pologne libérée.

**

La capitulation de Varsovie et la captivité du général Bor-Komorowski et de l'état-major de la Résistance se répercutèrent immédiatement sur l'État clandestin en Pologne qui, cependant, continuait à fonctionner. Bor-Komorowski fut remplacé par le général Okulicki. Au début de janvier 1945, à l'issue de l'offensive soviétique, l'Armée rouge occupa rapidement la Pologne centrale. Dans ces conditions, le général Okulicki ordonna le 19 janvier la dissolution de l'Armée de l'Intérieur dont le combat contre l'occupant hitlérien était terminé.

Toutefois, le général Okulicki, commandant en chef de l'Armée de l'Intérieur, et les autorités civiles de la Résistance restèrent dans la clandestinité pour ne pas être arrêtés par les Soviétiques comme cela avait été le cas des officiers et des dirigeants régionaux de la Résistance. Tous attendaient une solution et l'aide des Alliés dont la mission britannique, parachutée en Pologne dans la nuit du 26 au 27 décembre, fut également arrêtée par l'Armée rouge. Dans cette première période de mise en place du pouvoir communiste, l'État clandestin polonais continuait d'exister, bien que sous une forme purement symbolique, tâtonnant pour trouver un dénouement à cette situation.

Un pas vers une solution sembla être tenté par le commandement soviétique du quartier général du 1^{er} front biélorussien qui invita les leaders polonais de l'État clandestin à engager des pourparlers directs avec un certain général Ivanov. Au cours d'un entretien préliminaire avec le colonel Pimenov, les dirigeants polonais, responsables militaires et des partis politiques, déclarèrent qu'avant d'entamer ces pourparlers, ils souhaitaient se rendre à Londres pour consulter leur gouvernement. Pimenov donna sa parole d'honneur et s'engagea au nom du général Ivanov³ qui, selon lui agissait conformément aux ordres de Staline, à mettre un avion à leur disposition.

3. Il s'avéra plus tard qu'il ne s'agissait pas du général Ivanov, mais d'Ivan Sierov qui, après le pacte germano-soviétique, avait dirigé les déportations menées en Pologne orientale et dans les pays baltes. Les « pourparlers » de mars 1945 furent mis en scène par le N.K.V.D. et n'eurent rien à voir avec le quartier général du 1^{er} front biélorussien.

Malgré leurs réticences, suffisamment fondées après tant d'exemples du comportement soviétique, ces dirigeants se rendirent sur les lieux du rendez-vous pour qu'on ne puisse pas leur reprocher d'avoir refusé de négocier avec les Russes. Arrivés sur place, les leaders polonais — seize au total et parmi eux le délégué du gouvernement et le commandant en chef de l'Armée de l'Intérieur — furent, le 26 mars 1945, tout simplement arrêtés et mis dans un avion, non pas en direction de Londres, mais de Moscou, pour y être enfermés dans la fameuse prison de la Loubianka.

Leur arrestation, malgré les interventions britanniques et américaines, ne fut révélée que quelques semaines plus tard. En effet, le 4 mai au cours d'un dîner de la conférence de San Francisco, dont l'objectif était l'élaboration de la Charte des Nations Unies, Molotov fit une révélation, avec tout le cynisme caractérisant la diplomatie moscovite, déclarant que les seize leaders polonais étaient détenus en Russie en attendant d'être jugés pour activités « de subversion, de terrorisme et d'espionnage dirigées contre l'armée rouge ». Au « procès », classique du stalinisme, qui se déroula postérieurement à Moscou, ils furent condamnés à une « peine » de plusieurs années de prison purgée dans de telles conditions que les principaux dirigeants ne regagnèrent jamais leur pays.

*
**

La déclaration faite, le 4 mai 1945, par Molotov à San Francisco au moment de l'assemblée des Nations, réunies pour établir les nouvelles relations internationales et pour assurer la paix, avait un double objectif : signifier aux Occidentaux que la Pologne et avec elle, les autres pays de l'Europe de l'Est, appartenaient au bloc soviétique où ne comptait que la volonté du Kremlin, ce à quoi le monde devait s'accoutumer.

En outre, Moscou voulait démontrer aux Polonais et à ses voisins que l'Occident ne les défendrait pas puisque l'U.R.S.S. et les dirigeants occidentaux s'étaient accommodés à Yalta. Il s'agissait donc de faire perdre aux Polonais, et à ceux qui étaient dans la même situation, toute leur foi en l'Occident et, en outre, de faire partager à celui-ci la responsabilité de cette situation, ne serait-ce que par son attitude passive face à tous les crimes que l'Union soviétique allait commettre. Le procès des seize dirigeants polonais à Moscou confirma sans tarder aux Russes le bien fondé de leur tactique : l'Occident ne fit rien, et les militants de la Résistance antihitlérienne furent impudemment condamnés sous les yeux du monde entier.

Le 5 juillet 1945, soit deux semaines après leur condamnation, les États-Unis et la Grande-Bretagne reconnaissaient le « gouvernement provisoire » de Varsovie, soumis au Kremlin, cessant de reconnaître le gouvernement polonais légal et légitime de Londres, leur fidèle allié

pendant toute la guerre. Au fond, ils se contentaient de suivre les traces de Moscou qui avait adopté la même attitude un peu plus de deux ans auparavant.

CONCLUSION

Depuis la détérioration des relations polono-soviétiques, avant même leur rupture en 1943, l'U.R.S.S., et après elle, les alliés occidentaux, ont tenté de ramener toutes les difficultés à des problèmes de frontières. Pourtant, il fallut de nombreuses années pour qu'enfin on accepta de se rendre compte qu'il ne s'agissait pas de la question des frontières, pas plus que de la question de la Pologne seule, mais de celle de l'Europe tout entière.

Dans les rapports entre la Pologne et l'Union soviétique, le passé pèse très lourd. Et plus encore les événements du présent. Aujourd'hui, il est devenu clair que ces rapports constituent une sorte de baromètre de la politique soviétique en Europe, et que leur avenir dépend avant tout des démarches entreprises et des solutions appliquées globalement dans les relations Est-Ouest.

SOURCES

Archives

- General Sikorski Historical Institute à Londres.
- The Polish Underground Movement (1939-1945), Study Trust à Londres.
- Public Record Office à Londres.
- Ministère des Affaires étrangères à Paris.

Imprimés

- ANDERS W. — *Mémoires (1939-1946)*, Paris, La Jeune Parque, 1948.
- Armia Krajowa w dokumentach 1939-1945* (L'Armée Intérieure à travers les documents, 1939-1945), Vols. 1-5, Londres, 1970-1981, Studium Polski Podziemnej.
- BECK J. — *Dernier rapport. Politique polonaise 1926-1939*, Neuchâtel, Éd. de la Baconnière, 1951.
- BOR-KOMOROWSKI T. — *Histoire d'une armée secrète*, Paris, Les Iles d'Or, 1952.
- BREGMAN A. — *Najlepszy sojusznik Hitlera. Studium o współpracy niemiecko-sowieckiej 1939-1941* (Le meilleur allié de Hitler. Étude de la coopération germano-soviétique, 1939-1941), Londres, Orbis, 1967.
- CHURCHILL W.S. — *The Second World War*, Vols. I-VI, Londres, Cassel Co Ltd., 1948-1954.

- CIECHANOWSKI J. — *La rançon de la victoire*, Paris, Plon, 1947.
- The Crime of Katyn. Facts and Documents*, Londres, Polish Cultural Foundation, 1965.
- CZAPSKI J. — *Terre inhumaine*, Lausanne, l'Age d'Homme, 1978.
- Documents on Polish-Soviet Relations 1939-1945*, Vols. I-II, Londres, Heinemann, 1961, 1967, General Sikorski Historical Institute.
- EDEN R.A. — *Memoirs. The Reckoning*, Londres, Cassell, 1965.
- De GAULLE Ch. — *Mémoires de guerre*, Vols. I-III, Paris, Plon, 1962.
- GIBBON L.F. — *The Katyn Cover-up*, Londres, Tom Stacey, 1972.
- HIGGINS T. — *Hitler and Russia. The Third Reich in a Two-Front War 1937-1943*, New York, Londres, The Macmillan Co., 1966.
- JAGODZINSKI Z. — *The Katyn Bibliography (Books and Pamphlets)*, Londres, The Polish Library, 1982.
- JEDRZEJEWICZ W. — *Poland in the British Parliament 1939-1945*, Vols. I-II, New York, J. Pilsudski Institute of America, 1946.
- The Katyn Forest Massacre*, USA House of Representatives, Select Committee on the Katyn forest massacre, Hearing before the Select Committee to conduct an Investigation of the Facts, Evidence and Circumstances... », 82nd Congress, Washington 1952, US Government Printing Office.
- KORBONSKI S. — *W Imieniu Rzeczypospolitej* (Au nom de la République polonaise), Paris, Institut Littéraire, 1954.
- MACKIEWICZ J. — *The Katyn Woods Murders*, Londres, Holis & Carter, 1951.
- MIKOLAJCZYK S. — *Le viol de la Pologne*, Paris, Plon, 1949.
- Nazi-Soviet Relations 1939-1941*, Documents from Archives of the German Foreign Office, Edited by R.J. Sontag and J.S. Beddie, New York, Didier Publishers, 1948.
- NOWAK J. (Zdzisław Jezioranski). — *Courrier de Varsovie*, Paris, Gallimard, 1983.
- POBOG-MALINOWSKI W. — *Najnowsza historia polityczna Polski* (Période politique récente de la Pologne), Vol. III, « Okres 1939-1945 » (Période 1939-1945), Londres, Gryf, 1960.
- RACZYNSKI E. — *W sojusznicy Londynie* (Dans Londres alliée), Londres, Instytut Polski i Muzeum Im. Gen. Sikorskiego, 1974.
- ROSSI A. — *Le pacte germano-soviétique. L'histoire et le mythe*, Paris, Preuves, 1954.
- SHERWOOD R.E. — *The White House Papers of Harry L. Hopkins*, vol. I-II, Londres, Eyre & Spottiswoode, 1949.
- SOUVARINE B. — *Staline. Aperçu historique du bolchevisme*. Paris, Champ Libre, 1977.
- Soviet Documents on Foreign Policy*, Selected and edited by J. Degras, London. — New York, Oxford University Press, 1953.
- STETTINIUS E.R. — *Roosevelt and the Russians. The Yalta Conference*, New York, Doubleday and Co, 1949.
- STYPULKOWSKI Z. — *Invitation à Moscou*, Paris, les Iles d'Or, 1952.
- WEINBERG G.L. — *Germany and the Soviet Union 1939-1941*, Leiden, Studies in East European History, E.J. Brill, 1972.
- WYRWA T. — *La Résistance polonaise et la politique en Europe*, Paris, France-Empire, 1983.
- ZAWODNY J.K. — *Death in the Forest : The Story of the Katyn Forest Massacre*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1962.
- ZAWODNY J.K. — *Nothing But Honour. The Story of the Warsaw Uprising 1944*, Londres, Macmillan, 1978.
- Zeszyty Historyczne* (Cahiers historiques), Vol. 1-80, Paris, Institut Littéraire, 1962-1985.